

LA DÉPÊCHE

234 09 64 / 221 09 32 / 919 66 68 / 970 57 68 Email: ladepeche@hotmail.com

Hebdomadaire Togolais d'Informations, d'Analyses et de Publicités
18^e année - N°566 du 13 avril 2011

"La Moitié du Ciel"

**UN LIVRE
À LIRE À
TOUT PRIX**



Développement à la Base

UN MINISTÈRE PAS COMME LES AUTRES

S'il existe un département ministériel traité avec tous les soins par le gouvernement Houngbo II, c'est celui du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes que pilote Mme Victoire Tomégah



Sidémeho Dogbé. Le 7 avril dernier, le ministère du Développement à la Base signait un protocole d'accord de financement de microprojets avec Togotélécom. Par cet accord, Togotélécom met à la disposition de ce ministère une enveloppe de 2 milliards 500 millions de FCFA pour 5 ans.

A cette somme, viennent s'ajouter plus de trois milliards de FCFA qu'avait gérés Mme Dogbé lors de la campagne présidentielle sans qu'aucun compte ne soit fait à ce jour.

Nous n'avons rien contre Mme Dogbé. Quand il y a des actes et des comportements qui sautent aux yeux, il faut avoir le courage de le signaler. C'est là une mission essentielle de la presse. Des contraires laudateurs initiés passent leur temps

à vanter cette dame pour ce qu'elle n'est pas. J'avoue que si d'autres ministres avaient eu droit aux largesses auxquelles Mme Dogbé a droit, ils mouilleraient davantage leur maillot. Comment se taire quand on réalise que des milliards déversés au Développement à la Base ont produit des résultats largement en deçà des moyens financiers colossaux investis. Ceux qui passent leur temps à louer l'intouchable dame ignorent de quoi ils parlent. Il existe des projets entiers de jeunes abandonnés. C'est le cas des projets d'équipements et d'élevage de petits ruminants abandonnés faute de moyens. Où sont passés ces milliards de la Banque Mondiale (BM) détournés à son profit ? Au moment où nos ambassades tournent au ralenti faute de moyens financiers, au moment où le ministère des Sports peine à organiser notre Sport, au moment où d'autres départements ministériels manquent cruellement de fournitures de bureau, notre dame sectaire a tout et tout. Et dire que personne n'ose la critiquer de peur de tomber en disgrâce ! Nous n'avons aucune grâce à sauvegarder. Nous sommes des cabris morts. Nous invitons la Cour des Comptes et l'Inspection générale de l'Etat à voir de près ce qui se passe dans ce ministère du Développement à la Base. Bonne gouvernance oblige.

Kao Victoire

EBOMAF S.A.

LA FIÈRTÉ BURKINABÉ ET AFRICAINE



Crise Ivoirienne

LE PRÉSIDENT GBAGBO CAPTURÉ PAR LES FORCES SPÉCIALES FRANÇAISES



Auto-emploi des jeunes

TOGO TÉLÉCOM AU SERVICE DES JEUNES SANS EMPLOI

La Diplomatie au Service du Développement

L'AMBASSADEUR DU TOGO À WASHINGTON, SON EXCELLENCE LIMBYÈ KADHANGA BARIKI INVITE LA DIASPORA TOGOLAISE À INVESTIR AU TOGO



Coopération Banque Mondiale/Togo

Les journalistes informés sur la Nouvelle Stratégie Intérimaire 2011-2012

La Banque Mondiale (BM) a initié dans le cadre de ses actions une série de consultations en vue d'obtenir les avis des acteurs de la vie économique et sociale sur les analyses faites et les grandes orientations de la Nouvelle Stratégie Intérimaire (NSI) pour s'assurer de leur pertinence pour notre pays. Suite à la réunion préparatoire organisée avec le gouvernement, la BM a tenu le vendredi 8 avril 2011 dans ses locaux, une rencontre d'échange avec les journalistes. Il s'agissait d'échanger avec la presse sur les conclusions de la NSI passée et sur les nouveaux axes de l'NSI 2011-2012.

Cette rencontre a été essentiellement marquée par un exposé suivi de débat en présence du Représentant Résident de la BM au Togo, M. Hervé ASSAÏ, de son prédecesseur M. Joseph Baah-Dwomoh et de leurs collaborateurs. Dans son

exposé, l'ancien représentant de la BM a fait le récapitulatif des actions et résultats de la NSI 2008-2011 axés essentiellement autour de l'amélioration de la gouvernance et de la transparence, l'appui à la relance économique et le développement durable, la prise en compte des besoins sociaux urgents. Selon lui, la nouvelle NSI permettra la mise en place des activités de stabilisation économique et sociale à court terme et de consolider les acquis de l'NSI précédente. Il a souligné que malgré les améliorations récentes en matière de réformes économiques et de stabilité politique, la croissance du Togo est restée faible. Parmi les causes de cette faible croissance, il a mentionné les séquelles laissées par l'héritage historique et politique, le manque de compétitivité de l'économie, des coûts de production élevés (infrastructures de faible qualité ; problèmes de gouvernance

malgré les efforts ; climat des investissements peu favorable). Il a également mentionné que le système de gestion des finances publiques reste fragile et que des défis significatifs restent à relever dans le cadre des réformes structurelles des principaux secteurs de l'économie (phosphates, coton, secteur bancaire, énergie, etc.).

M. Baah-Dwomoh a par ailleurs présenté les grands axes de la nouvelle Stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique. Adoptée en mars 2011, cette stratégie comporte la compétitivité et l'emploi (intensification des investissements dans le domaine des infrastructures, facilitation du commerce, diversification des économies et création d'emplois), la vulnérabilité et la résilience (amélioration des services de base, meilleure gestion de l'eau et des ressources naturelles), la gouvernance et capacités du secteur

public (meilleure gestion des ressources et des fonds publics, meilleure information des populations). Ces axes stratégiques pour notre pays s'articulent ainsi autour de trois points, à savoir l'approfondissement du processus de redressement économique et de promotion du développement durable, l'amélioration de la Gouvernance Economique et l'appui aux programmes de réduction de la pauvreté et la prise en compte des besoins sociaux urgents. Il a aussi présenté une ébauche des programmes de la NSI 2011-2012. Pour la promotion du développement durable, il est prévu un appui au développement du secteur privé, la réhabilitation des infrastructures, de nouveaux programmes sur l'énergie (services d'électricité et Barrage d'Adjarala), la productivité et diversification agricole par des programmes d'appui. S'agissant de la gouvernance éco-

nomique, il est prévu une réforme du cadre fiduciaire et du système de gestion des finances publiques, les réformes structurelles dans les secteurs clés de l'économie et l'appui à travers des travaux analytiques. L'éducation, les infrastructures, les activités communautaires, l'emploi des jeunes et la prise en charge des groupes vulnérables sont inscrits dans la prise en compte des besoins sociaux et la réduction de la pauvreté. Cette présentation a été suivie d'un débat sur l'amélioration et la visibilité des actions de la BM, l'adéquation formation et emploi des jeunes, les sources de croissance, l'amélioration de la qualité de l'énergie et de son coût, l'extension des services sociaux, la nécessité de la bonne gouvernance et d'un climat sociopolitique stable et apaisé dans le développement et la lutte contre la pauvreté.

Simplice BAM

L'AITAE réclame le retrait du contingent togolais de Côte d'Ivoire

L'Association des Intellectuels Togoais pour une Afrique Eveillée (AITAE) tient à informer le public togolais que par lettre, en date du 5 avril 2011, elle a demandé au président de la République d'ordonner le retrait du contingent militaire du Togo de l'ONU dont la teneur suit :

" Excellence Monsieur le président de la République,

Nous avons l'honneur de venir très respectueusement vous témoigner notre gratitude pour votre entière disponibilité à œuvrer pour la sécurité et la paix des Togolais, qu'ils soient au pays ou hors de ses frontières.

Nous voudrions tout particulièrement vous adresser nos sincères remerciements pour les multiples efforts que nous avez déployés récemment pour obtenir la libération et le rapatriement au pays de notre compatriote Alex AHOUNADO après plusieurs mois de captivité aux mains de Al Kaïda au Maghreb, ainsi que pour la promptitude avec laquelle votre gouvernement et vous-même avez réagi en envoyant un avion ramener au bercail les Togolais dont la vie était sérieusement menacée à cause du conflit militaire en Libye.

C'est en se référant à tous ces actes salvateurs qui témoignent de votre patriotisme, que nous voudrions vous prier d'user de toutes vos prérogatives constitutionnelles pour faire en sorte que le Togo s'abstienne de toute ingérence partisane dans la crise interne à la Côte d'Ivoire qui risque de faire de nos milliers de compatriotes dans ce pays une cible privilégiée d'un des deux camps en conflit.

En effet, la diaspora togolaise en Côte d'Ivoire était déjà inquiétée depuis qu'à la suite de la réunion, à Bamako, des chefs d'Etat Major des armées des pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en janvier 2011, Radio France Internationale (RFI) avait annoncé que le Togo

était prêt à envoyer des troupes dans ce pays non pas pour maintenir la paix, mais pour faire la guerre au camp du président Gbagbo.

Malheureusement, la nomination de l'ancien chef d'Etat Major de l'Armée de Terre du Togo, le Général de Brigade Béréna Gnakoudé, à la tête de l'ONU qui a ouvertement pris partie pour le camp Ouattara en bombardant la résidence du président Gbagbo et les positions tenues par les forces de Défense et de sécurité, fait planer de sérieuses menaces de mort sur les Togolais qui vivent en Côte d'Ivoire depuis des dizaines d'années à la recherche du mieux-être.

Ayant la ferme conviction que vous avez parfaitement conscience de la situation inconfortable dans laquelle se trouve la diaspora togolaise en Côte d'Ivoire et comptant sur votre sollicitude personnelle, nous vous prions une fois encore, le gouvernement togolais et vous-mêmes de s'abstenir de toute ingérence partisane dans la crise qui secoue ce pays voisin.

Nous voudrions tout particulièrement vous prier, en votre qualité de chef suprême des Armées de notre pays, d'ordonner le retrait du contingent togolais en Côte d'Ivoire du moment où l'ONU a abandonné sa mission de maintien de la paix pour se transformer en force combattante d'imposition d'un président de la République.

Nous vous serions reconnaissants si des mesures urgentes sont prises pour le regroupement et le rapatriement de tous nos compatriotes qui se trouvent actuellement en Côte d'Ivoire.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Fait à Lomé le 5 avril 2011

Le président
BINAFAIME Kohan
Kidikiyime

EBOMAF S.A

La fierté burkinabè et africaine

Parmi les entreprises des BTP qui redoublent d'ardeur pour redonner à notre capitale son lustre d'antan, une a retenu notre attention. Il s'agit de l'entreprise BONKOUNGOU MAHAMADOU ET FILS (EBOMAF S.A), le dernier né des BTP au "Pays des hommes intègres".

Ce qui impressionne quand on visite les chantiers de la société à Lomé, c'est son niveau d'équipement. EBOMAF dispose de tous les engins lourds : bulldozers, graders, compacteurs pneumatiques et mécaniques, chargeurs, des camions citernes arroseurs et aspergisseurs de goudron, des bétonnières, des véhicules de liaison, des porteurs...etc. Le niveau d'équipement ajouté au savoir-faire et au professionnalisme a permis à EBOMAF de conquérir des marchés en Afrique. Au Togo, EBOMAF s'est imposée à des sociétés françaises comme COLAS et SOGEA. Son savoir-faire et ses compétences inspirent confiance aux banques qui n'hésitent pas à lui accorder des prêts.

Si nous avons fait un clin d'œil à EBOMAF, c'est pour attirer l'attention des entreprises de BTP togolaises. L'octroi de deux marchés à Lomé à EBOMAF S.A a suscité des jalousies au

point de provoquer des articles de presse. Le problème du secteur privé togolais en général et des BTP en particulier, c'est son inorganisation et son manque de leadership et de vision. A quoi il faut ajouter la mauvaise gestion. Chez nous, quand un chef d'entreprise gagne un

sois. Ainsi, au moment où nos entreprises de BTP se complaisent dans leur médiocrité, EBOMAF vole à la conquête de marchés sous régional en exploitant judicieusement les immenses opportunités qu'offre l'intégration régionale. Nous



marché, le premier réflexe, ce n'est pas investir dans l'outil de travail pour être performant mais c'est d'investir d'abord dans le larcin si ce n'est pour s'acheter un appartement en Europe. Pendant ce temps, dépourvus de tout matériel de travail, nos chefs d'entreprise de BTP réhabilitent des routes avec des ar-

espérons que l'absence des entreprises de BTP togolaises (excepté GER), dans les travaux en cours dans notre pays va servir de leçon pour nos entreprises de BTP qui doivent se ressaisir si elles ne veulent pas disparaître de la compétition internationale qui ne tolère aucune médiocrité. K.V

Crise à SOTRAL

Les employés réclament deux mois d'arriérés de salaire

Les chauffeurs et autres agents de la société de transport public à Lomé Sotral, ont entamé hier une grève. Ils réclament le versement de deux mois d'arriérés de salaire et les conditions de travail décentes. Selon M. Bagabia, porte-parole adjoint des employés, au cours des deux mois écoulés, ils ont contracté des dettes en espérant une suite favorable en fin mars. Mais, hélas, ils sont aujourd'hui confrontés à la survie de leur famille et l'obligation de rembourser leurs créanciers. Malheureusement, toutes les réclamations et revendications auprès de leur direction sont restées sans suite. Outre les arriérés de salaires, les employés déplorent les conditions de travail. Le parking est logé dans un bas-fond très insalubre. Suite à une petite pluie, il faut nager avant d'attendre les bus, lesquels aussi sont dans de mauvais états. Les employés racontent que chaque matin, ils luttent avec les serpents dans le parking. C'est qui amène M. Négotoma, l'un des chauffeurs que nous avons rencontré sur le parking à se demander si l'Etat se souvient d'eux, si non à qui revient réellement la propriété de SOTRAL.

autorités compétentes. M. le ministre Bojona au secours !, etc.

Rappelons que SOTRAL est créée le 8 novembre 2008. Elle assure le



Sur les véhicules immobilisés, on pouvait lire des affiches comme : " Président Faure, sauvez votre politique sociale ", ou encore " Quel boulot sans salaire ? Nous lançons nos cris vers les

déplacement interurbain à un prix forfaitaire. SOTRAL emploie au moins une trentaine de personnes. A suivre

Crise Ivoirienne

Le président GBAGBO capturé par les forces Spéciales Françaises et remis au gouvernement OUATTARA

On ne tient pas impunément tête aux grandes puissances occidentales. Le président Laurent Gbagbo qui ne l'a pas compris vient de l'apprendre à ses dépens. Seul contre tous et après cinq mois de résistance, il a été capturé par les forces spéciales françaises et remis au gouvernement reconnu par la fameuse Communauté Internationale. Il a été capturé en compagnie de son épouse Simone Gbagbo et quelques-uns de ses proches. Emmené à l'Hôtel du Golfe, QG de son adversaire Ouattara, en attendant qu'il soit présenté à la justice ivoirienne et peut-être à celle des plus forts, le Tribunal Pénal

International.

Le plus difficile reste à faire. Le président élu M. Ouattara, grâce au soutien du président Sarkozy, retrouvera le poste présidentiel qu'il a convoité depuis la mort du président Houphouët en 1993. Il va falloir qu'il relance l'économie du pays et rassure les puissances occidentales qui l'ont soutenu et particulièrement la France qu'il sera le président de tous les Ivoiriens. Une tâche qui ne sera pas aisée.

Contrairement à ce qui a été dit, c'est bel et bien les forces spéciales françaises qui ont capturé le président GBAGBO et l'ont remis aux

forces du président OUATTARA. Les forces spéciales françaises sont formées pour ces genres d'opérations très risquées. Elles l'ont prouvé en Afghanistan. Tout le long de la crise, les forces rebelles de Soro ont prouvé leur limite. Incapables qu'elles sont d'affronter les forces de GBAGBO. Leur descente éclair sur Abidjan était également le fait des forces spéciales françaises.

Le président Sarkozy en déclin dans les sondages vient d'atteindre son objectif. Prouver à l'opinion française qu'il est le seul à faire entendre et faire respecter la parole de la France dans le monde. Il n'est pas sûr que son succès en Côte

d'Ivoire puisse faire remonter sa côte. Ceux qui rêvent de la fin de la

sa démission. Il se considère aujourd'hui comme un chef d'Etat prisonnier et



Françafrique peuvent encore attendre. Quant au président GBAGBO, il est allé aussi jusqu'au bout de sa logique en ne signant pas

c'est bon pour la suite des événements et pour l'histoire.

Kao Victoire

Une diplomatie à l'heure du développement

L'Ambassadeur BARIKI invite la diaspora togolaise à investir dans son pays

Fini le temps où la diaspora togolaise proférait des invectives contre son pays. Avec le renouveau Faure, tout Togolais où qu'il se trouve est appelé à apporter sa contribution au développement de son pays. Nos ambassades doivent relayer ce message au sein de nos compatriotes éparpillés dans les quatre coins du monde.

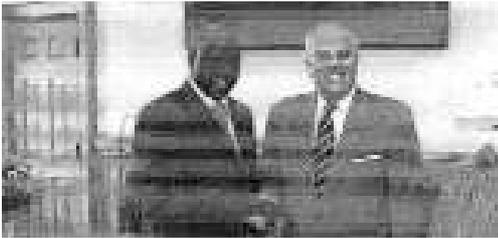
C'est ce qu'à compris notre ambassadeur à Washington, son Excellence BARIK KADHANGA.

L'ambassadeur du Togo aux Etats-Unis, son Excellence Limbiyé Kadangha

vir les opportunités qu'offre le Togo et à y investir.

Aux USA, l'ambassadeur Bariki se démène pour son pays. Grâce à son dynamisme, la ville de Kara a été jumelée avec Plainfield dans l'Etat du Connecticut. Fruit de ce jumelage, Kara vient de bénéficier d'un appareil d'échographie, d'un mammographe et d'un appareil de cardiologie. Pour récompenser cette bonne coopération entre les deux villes, le maire, Paul E. Sweet a été fait chef traditionnel par l'ambassadeur Bariki.

Lors d'une audience que lui a



Bariki, a participé la semaine dernière à un Forum consacré au financement des entreprises de la Diaspora (African Diaspora Business Financing Forum-ADBFF) en compagnie du Groupe des ambassadeurs africains à Washington.

Cette rencontre s'est déroulée à Durham, en Caroline du Nord.

Lors de son intervention, M. Bariki a invité la Diaspora africaine en général et togolaise en particulier à s'inspirer de l'exemple des communautés chinoises ou indiennes, qui contribuent de manière significative au développement de leur pays. Il a rappelé l'appel lancé par le président Faure Gnassingbé pour que les Togolais de l'étranger mettent leur savoir-faire au service du redressement de leur pays.

Il en a aussi profité pour inviter les hommes d'affaires américains présents à la réunion à venir décou-

vertir le vice-gouverneur du Connecticut à son Excellence Bariki le diplomate togolais a rappelé les progrès réalisés par son pays depuis 5 ans dans les domaines économiques et dans celui de la promotion de la démocratie. Ce n'est pas tout. Il a pris part à Atlanta au lancement officiel de la World Togolese Foundation.

World Togolese Foundation est une association apolitique qui entend rassembler les Togolais de l'étranger, qu'ils vivent au Etats-Unis ou ailleurs dans le monde autour des projets de développement. Qui dit mieux!

Rappelons que l'ambassadeur Bariki a précédemment présenté ses lettres de créances au président du Brésil comme nouvel ambassadeur du Togo dans ce géant Sud américain.

COMMUNIQUE DE TOGO TELECOM

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'EN RAISON DES TRAVAUX DE REFECTION DES ROUTES DANS LES VILLES DE LOME ET DE L'INTERIEUR DU PAYS ET CE, MALGRE TOUTES LES DISPOSITIONS PRISES, LE RESEAU TELEPHONIQUE ET INTERNET RISQUENT DE SUBIR PAR MOMENT DES PERTURBATIONS.

TOGO TELECOM VOUS PRESENTE DORES ET DEJA SES EXCUSES POUR LES DESAGREMENTS QUE VOUS POUVEZ SUBIR ET VOUS INFORME LE CAS ECHEANT, D'APPELER LE 119, NUMERO GRATUIT DEPUIS LE RESEAU TOGO TELECOM.

LA DIRECTION GENERALE

Projet de loi fixant les conditions de manifestation sur les voies publiques

La commission technique a remis un texte consensuel au ministre Bodjona

Le comité technique de relecture du projet de loi fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifique sur les voies publiques a rendu sa copie le mercredi 6 avril 2011. Du côté du gouvernement et du comité technique, on s'est réjoui du caractère général et impersonnel du nouveau texte.

En effet, l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi en vue de combler un vide juridique en matière de manifestation publique au Togo a été diversement appréciée. Pour certains, ce projet de loi est liberticide. Pour d'autres, il est dirigé visiblement contre le FRAC.

Le gouvernement, pour prouver sa bonne foi, et dans son souci permanent

d'associer toutes les forces vives aux décisions d'intérêt public, a organisé le 5 mars 2011 un atelier au terme duquel un comité technique de relecture a été mis en place.

"Un mauvais compromis vaut mieux qu'un bon procès", dit-on. Selon le président de ce comité, Me Jean Degli, le travail abattu est une réussite. Le nouveau texte n'est ni pour le gouvernement, ni contre le gouvernement. Il n'est non plus ni pour l'opposition, ni contre l'opposition. "C'est un texte pour les Togolais", a-t-il dit.

Il convient de saluer ici, l'attitude du gouvernement qui a prêté une oreille attentive aux critiques des uns et des autres malgré le fait qu'il avait toutes les facilités à

faire voter le texte à l'Assemblée nationale.

Ceci témoigne à suffisance de sa bonne foi. Il est cependant déplorable que ceux qui criaient à leur assassinat ont refusé de se joindre au comité pour défendre leurs causes. Le refus et le radicalisme sont aussi l'expression de la démocratie. Toutefois, selon le ministre Pascal Bodjona, la porte n'est pas encore fermée aux observations et suggestions jusqu'au jour où le texte sera voté.

Nous exhortons l'Assemblée nationale à tenir compte des amendements qui ont été fait par le comité technique afin de soutenir la bonne foi du gouvernement. Quant à ceux qui refusent d'apporter leurs contributions, qu'ils assu-

ment leur responsabilité.

Notons que dans le nouveau texte, les mesures répressives prévues aux

gateurs du dégradation des biens privés ou publics a été adoucie comparativement à ce que prévoyait le texte



châtiments des sanctions et des pénalités ont été atténuées. De même, la sanction prévue contre les insti-

initial, source de la polémique.

T. Vivien

CICR

Mieux connaître l'Institution pour la soutenir

Le bureau du Comité international de la Croix Rouge au Togo (CICR-Togo) a organisé, le vendredi 8 avril 2011 à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) à Lomé, une journée d'information à l'intention des opérateurs économiques, des personnalités religieuses, culturelles, etc. Cette journée d'information a pour but de faire connaître davantage le CICR et ses actions aux opérateurs économiques et aux autres acteurs

confidentiels et constructifs fondés sur la persuasion et la non dénonciation. Le CICR apporte également une assistance médico-sanitaire, en eau et habitat, rétablit les liens familiaux. Le CICR milite en faveur du droit international humanitaire, etc. Ainsi, M. Placca voudrait à travers cette journée d'information avoir le soutien des opérateurs économiques, des personnalités religieuses et culturelles. Il voudrait aussi que ces acteurs



afin d'obtenir leur soutien. Il s'agit notamment du travail humanitaire de l'institution, ses interventions en faveur des victimes de la violence et des catastrophes naturelles.

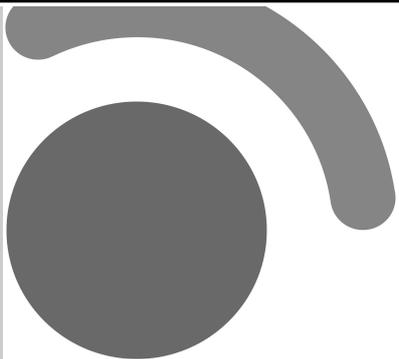
Selon le chef du bureau du CICR-Togo, M. Emmanuel Placca, le CICR a pour missions de protéger les prisonniers, les militaires blessés et les populations civiles en période de conflit.

Pour ce faire, le CICR procède par un dialogue bilatéral

soient le porte-voix du CICR auprès des autorités et du grand public.

Au cours de cette journée, les participants ont suivi des présentations sur le CICR, sur le droit international humanitaire, sur les récentes interventions humanitaires de la Croix Rouge en faveur des populations vulnérables au Togo, etc.

T. Vivien



Togotelecom

COMMUNIQUE DE TOGO TELECOM

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QUE SON SERVICE INTERNET SUBIT DES PERTURBATIONS DEPUIS QUELQUES JOURS. CES PERTURBATIONS SONT DUES A UN PROBLEME TECHNIQUE SURVENU SUR LE CABLE SOUS-MARIN EN CÔTE- D'IVOIRE.

TOGO TELECOM ET SON PARTENAIRE EN CÔTE D'IVOIRE S'ACTIVENT INTENSEMENT POUR RETABLIR LA SITUATION DANS LES PLUS BREFS DELAIS.

TOGO TELECOM VOUS PRESENTE TOUTES SES EXCUSES POUR LE DESAGREMENT ET VOUS REMERCIE D'ORES ET DEJA DE VOTRE AIMABLE COMPREHENSION.

LA DIRECTION GENERALE

ANNONCE

Sollicitation de manifestation d'intérêt

Client: Commission de la CEDEAO

Titre: Sélection d'un consultant (Cabinet) chargé de mener une étude pour le développement d'un nouveau système de recrutement de la CEDEAO

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (la CEDEAO) est un groupe régional de quinze pays, fondé en 1975. Sa mission est de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines d'activité économique, particulièrement l'industrie, le transport, les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières, les questions socio-culturelles. La Commission de la CEDEAO, qui est récemment passée d'un Secrétariat Exécutif en une Commission, a créé la Direction des Ressources Humaines comme une Entité autonome ayant pour mission de soutenir l'Institution dans ses stratégies de gestion du personnel. A ce jour, les procédures et politiques de recrutement n'ont pas été suffisamment détaillées au niveau de la CEDEAO.

La Commission de la CEDEAO envisage de recruter un consultant pour développer un nouveau système de recrutement détaillé pour la CEDEAO.

I- Les services comprennent

- *Le Développement d'un Manuel de Recrutement qui sera utilisé par la Commission CEDEAO, ses Institutions et les Agences Spécialisées qui incluront de nouvelles politiques en matière de procédures, de code d'éthique, de stratégie, etc.*
- *Le Développement de formulaires et outils de recrutement ;*
- *L'élaboration d'un guide de recrutement pour le Personnel de Direction et de Management ;*
- *La Définition des Responsabilités en matière de Recrutement et indicateurs clés de performance ;*
- *La Définition des Outils pédagogiques relatifs au nouveau processus de recrutement en faveur des acteurs clés du processus ;*
- *La Formation du personnel en charge du Recrutement Interne.*

II- La Commission de la CEDEAO invite les Consultants (cabinet) admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures de présentation, références concernant l'exécution de contrats analogues avec les preuves y afférentes au cours des cinq dernières années, expérience dans des conditions semblables, disponibi-

lité des connaissances nécessaires parmi le personnel, connaissance de la région et toutes autres informations utiles à l'exécution de la mission). Les consultants intéressés peuvent se constituer en groupement en vue d'augmenter leur niveau de qualification.

III- Un consultant sera sélectionné suivant la méthode basée sur la qualité technique et le coût conformément au Code des Marchés de la CEDEAO. La Commission de la CEDEAO n'est pas tenue de retenir sur la liste restreinte un consultant qui aurait manifesté un intérêt pour la mission.

IV- les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence aux adresses mentionnées ci-dessous du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures 0 GMT+1 :

Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration Générale, Division Procurement.101, Yakubu Gowon Crescent Asokoro District, P.M.B.401 Abuja Nigeria
N° de téléphone : +234 703 558 42 78/ +234 8138989043

Courriel: nkuakor@yahoo.fr; bangoura53@yahoo.fr

V- Les consultants intéressés, possédant les compétences et l'expérience pertinentes, sont invités à manifester leur intérêt à offrir leurs services en faisant parvenir sous plis fermés avec la mention "étude de faisabilité pour la mise en place d'un système régional de paiement et des règlements au sein de la CEDEAO, a ouvrir uniquement en présence du Tender Committee " un dossier de manifestation d'intérêt (1 original et 03 copies) à l'adresse ci-dessous au plus tard le 15 avril 2011 à 17h GMT+1 :

Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration Générale, Division Procurement, 101, Yakubu Gown Crescent Asokoro District, P. M.B.401 Abuja Nigeria

Téléphone +234 703 558 42 78/ +234 8138989043

Courriel: nkuakor@yahoo.fr; bangoura53@yahoo.fr

Mme Halima Ahmed

Directrice de l'Administration Générale

ANNONCE

Sollicitation de manifestation d'intérêt

Client: Commission de la CEDEAO

Titre: Sélection d'un consultant (Cabinet) chargé de mener une étude pour la mise en place d'un système d'évaluation du travail du personnel

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (la CEDEAO) est un groupe régional de quinze pays, fondé en 1975. Sa mission est de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines d'activité économique, particulièrement l'industrie, le transport, les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières, les questions socio-culturelles. La Commission CEDEAO, qui est récemment passée d'un Secrétariat Exécutif en une Commission, a créé la Direction des Ressources Humaines comme une Entité autonome ayant pour mission de soutenir l'Institution dans ses stratégies de gestion du personnel. A ce jour, les procédures et politiques pour la création, l'analyse et l'évaluation du travail n'ont pas été suffisamment détaillées au niveau de la CEDEAO étant entendu que ces emplois sont irrégulièrement créés et gradués.

La Commission de la CEDEAO envisage donc de recruter un Consultant pour mener une étude pour la mise en place d'un système d'évaluation du travail du personnel, développer un nouveau système de recrutement détaillé pour la CEDEAO.

I- Les services comprennent

** L'Evaluation de Travail pour tous les emplois dans la Commission CEDEAO, ses Institutions et Agences Spécialisées ;*

** Le Développement d'une politique d'évaluation de travail et des procédures pour la CEDEAO ;*

** La formation des agents chargés de l'évaluation du Personnel;*

** La mise en place d'un Plan de formation du Comité d'Evaluation du travail du Personnel ;*

** La création d'une base de données centrale pour tous les emplois ayant fait l'objet d'une évaluation.*

II- La Commission de la CEDEAO invite les Consultants (cabinets) admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures de présentation, références concernant l'exécution de contrats analogues avec les preuves y afférentes au cours des cinq dernières années, expérience dans des conditions

semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel. Connaissance de la région et toutes autres informations utiles à l'exécution de la mission). Les consultants intéressés peuvent se constituer en groupement en vue d'augmenter leur niveau de qualification.

III- Un consultant sera sélectionné suivant la méthode basée sur la qualité technique et le coût conformément au Code des Marchés de la CEDEAO. La Commission de la CEDEAO n'est pas tenue de retenir sur la liste restreinte un consultant qui aurait manifesté un intérêt pour la mission.

IV- les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence aux adresses mentionnées ci-dessous du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures 0 GMT+1:

Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration Générale, Division Procurement.101, Yakubu Gowon Crescent Asokoro District, P.M.B.401 Abuja Nigeria

*N° de téléphone : +234 703 558 42 78/
+234 8138989043*

Courriel: nkuakor@yahoo.fr; bangoura53@yahoo.fr

V- Les consultants intéressés, possédant les compétences et l'expérience pertinentes, sont invités à manifester leur intérêt à offrir leurs services en faisant parvenir sous plis fermés avec la mention "étude de faisabilité pour la mise en place d'un système régional de paiement et de règlements au sein de la CEDEAO, à ouvrir uniquement en présence du Tender Committee", un dossier de manifestation d'intérêt (1 original et 03 copies) à l'adresse ci-dessous au plus tard le 15 avril 2011 à 17h GMT+1 :

Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration Générale, Division Procurement, 101, Yakubu Gowon Crescent Asokoro District, P. M.B.401 Abuja Nigeria

Téléphone +234 703 558 42 78/ +234 8138989043

Courriel: nkuakor@yahoo.fr; bangoura53@yahoo.fr

Mme Halima Ahmed

Directrice de l'Administration Générale

'LA MOTIE DU CIEL'

Un livre à lire à tout prix

Dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme, l'ambassade des Etats-Unis a organisé le 6 avril 2011 un débat autour du livre intitulé 'La motie du Ciel'. Le débat a rassemblé un panel de participants composé de responsables d'organisations de femmes, de défense des droits humains, de juristes, d'avocats et de journalistes. 'LA MOTIE DU CIEL' est un ouvrage tiré du proverbe chinois : "Les femmes portent la moitié du ciel". Cet ouvrage choc a été réalisé par deux grands reporters de New-York Times, MM. Nicholas Kristof et Sheyi Wuduru.

LA MOTIE DU CIEL raconte les pires traitements et l'oppression auxquels les femmes et jeunes filles sont soumises dans le monde : esclavage sexuel, mutilations, excision, viols, crimes d'honneur, etc.

Cinq ans d'investigations ont conduit les deux auteurs, lauréats du Prix Pulitzer, dans les campagnes et taudis d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient.

Malgré les législations et les campagnes de promotion des femmes, les deux auteurs nous dressent un tableau terrifiant du sort des femmes et des filles dans le monde : esclavage sexuel, viols sexuels, les crimes d'honneur, les mutilations sexuelles, les mariages précoces et forcés, la fistule obstétricale etc.

Point d'orgue de l'ouvrage, les auteurs ont rencontré lors de leur long périple de recherche, des femmes et des jeunes filles qui refusent l'oppression à cause de leur sexe. Les deux auteurs ont recueilli des témoignages poignants de ces braves femmes et filles qui refusent l'oppression et ont eu le courage non seulement de parler mais aussi d'agir pour changer leur situation grâce au travail d'ONG professionnelle.

LA MOTIE DU CIEL rapporte au monde la douleur de millions de femmes qui vivent dans le silence total. Ces cinquante dernières années, racontent nos deux auteurs, des femmes ont été tuées à cause de leur sexe ; deux millions de filles sont mortes de faim chaque année. Toutes les secondes dans un coin du monde, une

file est excisée.

En Afrique, continent de tous les maux, trois millions de filles sont mutilées chaque année. En Inde, pays de tous les contrastes, une femme est brûlée toutes les deux heures ; cinq millions de jeunes filles dans le monde sont victimes de crimes d'honneur. Pire, en Chine et en Inde, les femmes avortent quand elles s'aperçoivent que l'enfant qui vient au monde est une fille. Sous l'influence conjuguée de la tradition, de la culture, de la dot, des pressions, de la résistance aux changements, de la religion et de la pauvreté, LA MOTIE DU CIEL dresse un diagnostic qui interpelle notre conscience et nous invite à l'action pour changer l'injustice faite aux femmes.

Les Solutions

Pour améliorer et changer le triste sort réservé aux femmes à travers le monde, les solutions existent. Elles sont énumérées par les auteurs de l'ouvrage. Elles passent par l'éducation de la femme (une femme instruite résiste à l'oppression d'où qu'elle vienne), le planning familial, l'accès au crédit, les microcrédits, etc.

Les questions qui ont suivi la présentation de l'ouvrage ont porté sur l'injustice dans le monde, la conférence de Beijing, la disparité entre les femmes des villes et des campagnes, le manque de sensibilisation de ces dernières par les soeurs des villes, l'absence du leadership chez les femmes, l'autonomisation des femmes comme solution à leur émancipation, l'intolérance culturelle, la prostitution professionnelle, etc.

Des voix se sont élevées pour demander que le débat sur la femme soit basé sur la compétence et non sur la parité.

Le débat a été passionné à la mesure d'un ouvrage aussi passionnant.

Rappelons que c'est la nouvelle directrice des affaires publiques de l'ambassade des Etats-Unis, Mme Brenda Soyce, qui a présidé la cérémonie de la présentation de l'ouvrage. Elle a dit que le débat s'inscrivait dans la célébration de la Journée de la Femme et constituait une contribution de son ambassade à la formation des femmes du Togo.

K.V.

Les natifs de Doufelgou ont célébré leur fête traditionnelle SINTU JANJAAGU

Les Nawda et Lamba de la préfecture de Doufelgou ont célébré le

loupement. " En décidant de perpétuer les rites, les traditions, les Us et coutu-

Pour le président du comité d'organisation, le régent du canton de Kadjalla. " Sintu Janjaagu" est une fête de retrouvailles, de partage, d'échange des fils et filles de Doufelgou pour célébrer la fin des récoltes. Il a rendu hommage au chef de l'Etat pour l'importance qu'il accorde à la valorisation du patrimoine culturel.

Présentant le canton de Kadjalla, le porte-parole de la population (le Doufelgou, M. Agarim Gnamine a. indiqué qu'il couvre une superficie de 234 km2 pour une population de 8.900 habitants. La fête s'est poursuivie par une réjouissance populaire dans les cantons et un match de football remporté par les Gaillardards de Niamtougou devant ceux de Lomé (1 -0).

Un culte musulman dans tous les cantons, des cérémonies rituelles, une opération " Doufelgou propre" des concours de danses et de chants dans



samedi 9 avril à Kadjalla à 45 km à l'Ouest de Niamtougou, la 25e édition de leur fête traditionnelle, " Sintu Janjaagu ".

Ces retrouvailles des filles et fils de Doufelgou leur permis de mettre en exergue la richesse de leur patrimoine culturel commun à travers un ensemble de rites, de danses, de chants, d'arts vestimentaire, culinaire, d'instruments de musique, de parure et de bresse.

A l'occasion, le public qui a fait nombreux le déplacement à Kadjalla eu à apprécié les danses Sintu, Koukpalaru, Ahora. Kpada. Ayota, Kadjoga, Janjaagu. Kpandjoma, Kpahantoute et peuhl' exécutés par les quatorze cantons que compte la préfecture.

Le ministre d'Arts et de la Culture. Me Yacouhou Koumadjo Hamadou a transmis aux populations de Doufelgou les salutations cordiales du chef de l'Etat, du Premier ministre et du gouvernement et félicité les natifs de Doufelgou et le comité d'organisation pour l'accueil chaleureux dont il a été l'objet. Il a indiqué qu'il importe que le peuple affirme son identité culturelle à travers la diversité culturelle qui enrichit le patrimoine de l'humanité et place le citoyen au centre de son propre déve-

mes de vos ancêtres, vous vous engagez ainsi à préserver et à promouvoir une partie du patrimoine culturel du Togo ", a-t-il poursuivi.



Il a encouragé les natifs et résidents de Doufelgou " à la création d'entreprises culturelles locales, afin de valoriser les produits locaux, sources d'importantes revenus et promis la disponibilité de son ministère à accompagner techniquement les initiatives heureuses qui contribueront à la réduction de la pauvreté.

les villages et cantons et une présentation de la pièce théâtrale " un juge jugé" par les étudiants ressortissant de la préfecture étaient au programme de la 251 édition de Sintu Janjaagu qui s'est déroulée en présence des cadres de la préfecture dont les ministres Ayassor et Bawara.

Deux candidats à la tête de la FIFA

Mohamed Bin Hammam à l'assaut de la présidence contre Sepp Blatter

Le président de la Confédération Asiatique de Football (AFC), Mohamed Bin Hammam, est entré en campagne pour la présidence de la Fifa. Mais face à Sepp Blatter, l'actuel patron de l'instance de football, le Qatar a peu de chances de l'emporter.

C'est officiel : le patron de la Fifa, Sepp Blatter, aura un adversaire désigné lors de la prochaine élection présidentielle de la planète foot, qui se tiendra le 1er juin prochain à Zurich. Et ce courageux prétendant n'est autre que l'homme d'affaires Qatar M. Mohamed Bin Hammam, âgé de

sera seul face à Blatter après le retrait de la candidature du journaliste Américain Grant Wahl.

Agé de 75 ans et à la tête de l'Instance Internationale du Football, depuis 1998, Sepp Blatter a annoncé qu'il se présente pour la dernière fois (un quatrième mandat). Il a estimé avoir encore beaucoup à apporter en misant sur ses expériences.

Qui de Blatter ou de Mohamed Bin Hammam prendra les commandes de la FIFA, cette superstructure du football mondial? Rendez-vous pris pour le



61 ans, et président de la puissante Confédération Asiatique de Football (AFC) depuis 2002. Il

1er juin prochain au congrès mondial de la FIFA.

D.B

AVIS DEDECES

- Le Chef HAN VI IV de Zowla-Kpoguedé,
 - Togbui Ahouawoto ZANKLI-LAWSON VIII, Chef traditionnel de la Ville d'An à Ho,
 - La famille ADAMAH-TASSAH,
 - La famille LAWSON-ETROU,
 - La famille TETE-PKEDA,
 - Monsieur ADAMAH-TASSAH Tètèvi NZu, Fonctionnaire à la retraite,
 - Madame LOGO Sibi Antoinette, née LAWSON-ETROU au Canada,
 - Monsieur LAWSON-ETROU Laté, Contrôleur des Impôts à la Brigade du Port-Autonomie de Lomé,
- Les familles parentes et alliées ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur très chère et regrettée.



Veuve LAWSON-ETROU Mablé Monica
Née ADAMAH-TASSAH, Revendeuse à la retraite.
Survenu le 05avril 2011 à Lomé dans sa 77^e année.

Programme des Obsèques:

- Vendredi 15 avril 2011:

18H30 : Veillée de prières et de chants au domicile de la défunte sis à Bè-Kpota (doganto) à côté de l'imprimerie du Nord.

- Samedi 16 avril 2011:

10H30 : Inhumation au cimetière municipal de Bè-Kpota.

Maison mortuaire, Domicile de la défunte à Bè-Kpota (Doganto) près de l'imprimerie du Nord.

PUBLICITE

HÔTEL SANCTA MARIA

*Le nouveau Joyau Hôtellier
en Bordure de l'Océan Atlantique*



Boulevard du Mono
BP: 08BP80212 Lomé-Togo
Email: reservations@hotelsantamaria.com

Tél.: (+228) 222 92 92
(+228) 222 93 93
Fax: (+228) 222 93 94

HOTEL SHERATON-KARA



***CHEZ NOUS , VOUS
ETES CHEZ VOUS***

Côte Ouest, Village SOS-Kara

Téléphone : 661 03 61/232 94 00